

Du droit de déplacer un juge

La polémique se poursuit concernant la loi autorisant le déplacement temporaire de magistrats sans leur consentement. Le Groupement des magistrats dénonce une violation flagrante d'un principe fondamental.

Alors que le député vert Félix Braz vient de déposer une proposition de loi visant à rétablir intégralement le principe d'immobilité des magistrats, le président du Groupement des magistrats luxembourgeois réfute les arguments avancés par le ministre de la Justice visant à légitimer la mesure.

De notre journaliste
Olivier Landini

Le 15 mai dernier, la Chambre des députés adoptait un projet de loi portant sur l'organisation judiciaire. Un texte vivement critiqué, déjà à l'époque, par le Groupement des magistrats luxembourgeois. En

cause: une modification de la loi du 7 mars 1980 et plus particulièrement de l'article 91 de la Constitution. Un principe visant principalement à préserver les magistrats d'une quelconque pression politique, voire hiérarchique, en subordonnant tout déplacement au consentement du magistrat concerné.

«Ce n'est pas à un acquis social que tenterait de défendre un syndicat luxembourgeois de la magistrature, mais un principe fondamental ancré dans la Constitution, reconnu par la Cour européenne des droits de l'Homme et qui fait partie intégrante d'une résolution de l'ONU», indique Alain

Thorn, président du Groupement des magistrats luxembourgeois.

Dans son intervention à la Chambre des députés, le jour du vote, le ministre de la Justice, François Billen, avait argué que ce texte ne posait absolument aucun problème constitutionnel, la modification de l'article 6 n'autorisant en rien une dérogation mais un déplacement temporaire selon le ministre, qui viendrait uniquement à pallier de manière ponctuelle un éventuel manque de personnel.

Thorn, président du Groupement des magistrats luxembourgeois.

Dans son intervention à la Chambre des députés, le jour du vote, le ministre de la Justice, François Billen, avait argué que ce texte ne posait absolument aucun problème constitutionnel, la modification de l'article 6 n'autorisant en rien une dérogation mais un déplacement temporaire selon le ministre, qui viendrait uniquement à pallier de manière ponctuelle un éventuel manque de personnel.

La valeur de la charte sur le statut des juges

François Billen avait également fait référence à la charte européenne sur le statut des juges (1998) du Conseil de l'Europe qui prévoit quelques exceptions au principe d'immobilité des magistrats, parmi lesquelles, le cas où il s'agit d'une affectation temporaire pour renforcer un tribunal voisin (article 3.4).

Or Alain Thorn rappelle que cette charte n'a, premièrement, «aucune valeur juridique», contrairement à la Constitution qui, elle, ne prévoit pas d'exception. Deuxièmement, ce que

n'aurait pas dit le ministre de la Justice, c'est que cette charte prévoit, même dans le cadre des exceptions qu'elle envisage, un droit général au recours devant une instance indépendante qui peut être ainsi amenée à vérifier la légitimité de tout déplacement. Ce que visiblement ne prévoit pas la loi telle qu'elle a été adoptée.

Lors de la dernière réunion de la commission juridique précédant le vote du projet de loi, les députés ont tous reconnu que l'article 6 tel qu'il est libellé actuellement pose problème. Au vu des impératifs propres de ce texte de loi (réformant notamment le mode de recrutement des magistrats qui devait être effectif pour la rentrée prochaine), les membres de la commission avaient toutefois finalement décidé de soumettre au vote le texte en l'état. Mais sans exclure la possibilité de rétablir ultérieurement la condition du consentement des magistrats dans le cadre d'un déplacement temporaire.

Une initiative prise jeudi dernier par le député vert Félix Braz qui a en effet déposé une proposition de loi allant dans ce sens. Il reste à voir quelle suite sera donnée à cette initiative.

Sans lien avec le boycott...

Le président du Groupement des magistrats luxembourgeois, Alain Thorn, assure, hier, que la décision des deux ordres représentant le pouvoir judiciaire de boycotter, samedi, la Te Deum, à l'occasion de la fête nationale, n'avait aucun lien avec la modification de l'article 6 de la loi portant sur l'organisation judiciaire (lire ci-dessus). Des propos que confirme le service communi-

cation et presse de la Cité judiciaire.

Dans le cadre d'une question parlementaire adressée, hier, au Premier ministre, le député Fernand Kartheiser revient quant à lui sur cet incident et exigeait des explications concernant les changements protocolaires «en trepris lors de cette cérémonie. Il se demande également s'il ne serait pas opportun de s'excuser auprès du troisième pouvoir.



Le Groupement des magistrats estime que la loi votée le 15 mai dernier porte atteinte au «principe d'immobilité» qui vise à protéger les magistrats de toute pression politique ou hiérarchique.

VITE DIT

2 LE CHIFFRE

Selon le gouvernement, l'ensemble des infrastructures nécessaires au projet City-Tunnel, soutenu par l'ADR comme alternative au tram, se chiffrerait à au moins deux milliards d'euros. Le tram présenterait quant à lui des coûts d'investissement d'un montant total de seulement 476 millions d'euros.

■ LE MES À LA CHAMBRE

Dans le cadre de la mise en place du mécanisme européen de stabilité (MES), la Chambre des députés doit adopter cet après-midi trois projets de loi. Le MES est un instrument intergouvernemental de droit international public. Le Luxembourg y détient 17 528 parts pour une somme de 1,7528 milliard d'euros, dont 200,32 millions d'euros sous forme de capital libéré qui devra être versé en 5 tranches (2 en 2012, 2 en 2013 et 1 en 2014). La participation du Luxembourg au MES aura une répercussion sur le compte général de l'État, mais pas sur l'endettement.

éditorial

de notre journaliste

Camille Leroux-Frati



cleroux@lequidien.lu

Un cruel jeu de dupes

Incroyable message d'espoir pour les peuples opprimés, le Printemps arabe devient un casse-tête diplomatique de plus en plus complexe pour les Occidentaux. Ceux-ci s'étaient facilement accommodés des régimes autoritaires au Moyen-Orient, acceptant que les libertés des peuples soient foulées aux pieds en contrepartie d'une stabilité durable et d'échanges commerciaux juteux.

Washington, Paris ou Berlin, chantes des valeurs démocratiques censées justifier leur présence en Afghanistan depuis dix ans, ne pouvaient que saluer l'épidémie de révolutions qui s'est propagée de Tunis au Caire en passant par Tripoli et Damas. Non sans s'arracher les cheveux devant l'effondrement d'un bloc d'alliés inféquentables mais bien utiles autour d'Israël et de l'Iran.

contestation axée autour de la religion musulmane et qui a accru la popularité des islamistes, premiers à remplir les géolés égyptiennes ou tunisiennes.

Seule force d'opposition identifiable et organisée, la mouvance islamiste sort grand vainqueur du Printemps arabe. Hier plénière, elle pèse lourd aujourd'hui dans les Parlements marocain, tunisien et égyptien. Et elle s'est offert dimanche un président en Égypte. Les capitales occidentales ont beau saluer cette élection libre d'un civil après des décennies de pouvoir militaire, leur horizon s'assombrit un peu plus.

Certes, l'armée ne laisse que quelques milliers de pouvoir au nouveau président Mohammed Morsi. Mais celui-ci a déjà avverti qu'il réviserait les accords de paix



© J. Amessio/Hardop International